

Le mois

Les socialistes dans la Belgique du XXI^e siècle : deux partis, mais un seul idéal ?

SERGE GOVAERT

Tous les partis politiques belges dits traditionnels (sociaux-chrétiens, libéraux et socialistes) se sont scindés, il y a trente-cinq ans ou plus, pour constituer des formations parfaitement indépendantes qui se présentent séparément à l'électorat néerlandophone et à l'électorat francophone. Les socialistes ont été les derniers à procéder à cette scission, en 1978. Aujourd'hui, le Parti socialiste (PS) sollicite les suffrages des électeurs wallons et le Socialistische Partij anders (SP.A) ceux des électeurs flamands. Les deux partis ne se concurrencent qu'à Bruxelles, où le premier nommé remporte cependant beaucoup plus de voix que son homologue flamand. Cette situation, qui tient évidemment au poids respectif des populations francophone et néerlandophone en Région bruxelloise, n'est pas différente à l'échelle du pays — mais pour d'autres raisons.

Depuis toujours, le socialisme attire proportionnellement moins d'électeurs dans le Nord du pays qu'au Sud et à Bruxelles. Une industrialisation plus tardive explique, historiquement, cette différence. Mais aujourd'hui, l'écart entre les deux formations est plus grand que jamais. Aux élections fédérales (Chambre des représentants) de 2010, le PS a recueilli à l'échelle du pays 13,7 % des voix contre 9,2 % seulement pour le SP.A (soit 26 sièges pour le PS et 13 pour le SP.A). Si on

rapporte ces résultats au corps électoral des différentes régions, on constate que le PS a attiré 37,6 % des électeurs wallons et le SP.A 14,6 % seulement des électeurs flamands (à Bruxelles, le résultat est respectivement de 26,6 % contre 2 %). En 1995, ces chiffres étaient encore de 33,7 % contre 19,9 %.

Il n'en reste pas moins que les deux partis sont membres du même groupe au Parlement européen et de l'Internationale socialiste. Pour autant, tiennent-ils un discours politique parallèle, au moins à l'aune des idéaux qu'ils ont partagés pendant près d'un siècle ?

Des soucis communs,
mais des priorités différentes

Les priorités des deux partis, telles qu'elles s'expriment dans leurs programmes électoraux respectifs, font clairement apparaître des convergences, mais aussi d'évidentes différences. Le PS met d'abord en avant l'emploi, la consolidation de la sécurité sociale, les soins de santé, la politique familiale, les revenus de remplacement, l'augmentation des pensions, la lutte contre la pauvreté, le tout résumé lors des élections fédérales de 2010 sous le slogan général « un pays stable, des emplois durables ». Le SP.A insiste d'abord sur les pensions, les investissements dans les soins de santé, l'allègement de la fiscalité sur le travail et la politique familiale avant d'en venir à l'emploi.

Le programme du PS contient par ailleurs, en particulier en matière de contrôle et de régu-

lation du secteur bancaire, certaines propositions relativement audacieuses, qui sont beaucoup moins détaillées dans le programme des socialistes flamands ou en sont totalement absentes. C'est le cas de la séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement ou de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières par exemple.

Sur un seul point, les priorités (ou plus exactement, les non-priorités) des deux partis se rejoignent : l'un comme l'autre placent à la toute fin de leur programme respectif les questions relatives aux réformes institutionnelles, sans y porter un accent particulier. En cette matière pourtant, le contexte électoral auquel sont confrontés les deux partis n'est pas le même. Les derniers scrutins qu'a connus la Belgique se sont centrés, depuis plusieurs années, sur des enjeux communautaires, où les partis politiques flamands (et l'électorat flamand) se placent en position de demandeurs de réformes. Le discours social et économique du SP.A n'y est pas particulièrement audible. Le PS, par contre, tient un langage rassurant quant à la défense d'une solidarité belge dont bénéficie, ou est censé bénéficier, l'électorat wallon et bruxellois.

Peut-on considérer que le PS suivrait une ligne plus radicale que le SP.A, ce dernier s'inscrivant dans un courant de pensée plutôt social-démocrate (le socialisme du Nord, pour ainsi dire) ? L'engouement du SP, dès la fin des années 1990, pour l'État social actif — clairement inspiré de la Troisième voie promue par le Britannique Tony Blair et appuyée par l'Allemand Gerhard Schröder —, et les réticences davantage affichées par le PS à l'égard de ce tournant semblent en attester. C'est ce que pourraient aussi illustrer les récentes déclarations du vice-Premier ministre Johan Vande Lanotte (SP.A) sur la nécessité de réformer la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, loi qui prévoit des mécanismes de modération salariale, à laquelle le PS dit ne pas vouloir toucher. Peut-être en

va-t-il de même de l'idée, lancée également par J. Vande Lanotte, de baisser la TVA sur la consommation d'électricité, soutenue plutôt mollement par le PS : le SP.A a manifestement pour cheval de bataille la défense des intérêts du consommateur, comme en témoigne également son projet d'achats groupés, notamment d'énergie, mais aussi de matériaux d'isolation, d'assurances auto, etc., par le canal d'une coopérative (*samen sterker*). On peut certes y voir un retour aux sources du socialisme (qui, il faut le rappeler, présentait déjà au XIX^e siècle des caractéristiques différentes en Wallonie et en Flandre, les socialistes flamands ayant particulièrement développé les coopératives), mais aussi un renoncement à des combats autrement difficiles, en particulier pour le maintien de ce qu'on appelle, parfois péjorativement, des « acquis sociaux ».

À quoi tiennent ces différences idéologiques et programmatiques entre les deux partis socialistes belges ?

Des caractéristiques et des contextes différents

Il faut d'abord souligner qu'elles sont la traduction actuelle d'une physionomie historiquement assez différente du socialisme tel qu'il s'est développé à partir du XIX^e siècle dans les deux principales parties du pays. Elles sont renforcées par la différence de contexte socioéconomique dans lequel évoluent aujourd'hui les deux partis. L'un est actif dans une région relativement prospère, au taux de chômage peu élevé. L'autre l'est dans des régions en proie à de grosses difficultés économiques et sociales. Cet écart explique sans doute pour une bonne part les divergences soulignées plus haut entre les priorités du SP.A et celles du PS.

Ces différences résultent également des rapports de force politiques, fort dissemblables au Nord et au Sud du pays. Dans certains cantons et communes, situés le plus souvent sur l'axe industriel hainuyer et en région lié-

geoise, le PS enregistre des scores électoraux dont plus aucun autre parti, en Belgique, ne peut se prévaloir — que ce soit au Nord ou au Sud du pays : 61,7 % par exemple dans le canton de Boussu aux élections fédérales de 2010, 79,8 % aux élections communales de 2012 à Farciennes. Ces succès lui permettent de disposer d'un véritable vivier de militants, d'élus et d'un appareil d'une grande efficacité, qui constitue une véritable machine à gagner. Le PS est ainsi ancré assez profondément dans la société wallonne, où il compte plus de trois quarts de ses 90 000 affiliés. Avec 51 000 membres environ (soit la perte de 63 000 membres par rapport au SP en 1980), le SP.A ne dispose plus du tout d'une force équivalente, ou simplement comparable. Sur le plan électoral également, l'écart est frappant : le meilleur score remporté par les socialistes flamands à l'élection de la Chambre des représentants en 2010 (Landen, 28,4 %) n'atteignait pas la moitié de celui réalisé par le PS dans le canton de Boussu ; au niveau communal, leur meilleur résultat était en 2012 de 48,0 % (Bredene).

Une différence entre les deux partis, certes conjoncturelle, est également à épinglez de ce point de vue : le PS est au pouvoir sans interruption, à tous les niveaux, depuis 1988, alors que le SP.A s'est retrouvé sur les bancs de l'opposition, fédérale entre 2007 et 2011, et régionale, à Bruxelles, depuis 2009.

Le PS et le SP.A doivent en revanche affronter un même concurrent, le Parti du travail de Belgique (PTB). Le parti francophone est-il plus affecté que son homologue flamand par la concurrence des Verts ? Écolo représente une force autrement supérieure en Wallonie à ce que pèse Groen en Flandre (12,3 % contre 6,9 % à la Chambre des représentants en 2010) ; néanmoins, le SP.A et Groen semblent puiser dans un même vivier d'électeurs, ce qui est apparemment moins le cas en ce qui concerne le PS et Écolo. De plus, l'écart relatif entre les résultats d'Écolo et ceux du PS (de 1 à 3) est largement supérieur à celui qui

sépare Groen du SP.A (du simple au double). L'éventail des partis concurrents est pour le reste relativement réduit en Wallonie, en particulier depuis la disparition des expressions politiques du nationalisme wallon. L'extrême droite n'y a jamais percé durablement, minée notamment par ses dissensions internes. En Flandre par contre, le SP.A est confronté non seulement à ses adversaires traditionnels (libéraux et sociaux-chrétiens), mais aussi à une formation d'extrême droite (le Vlaams Belang) qui s'est enracinée dans l'électorat flamand, et à un parti nationaliste actuellement en plein essor, la N-VA. Ces derniers ont mordu, et mordent encore, sur son électorat traditionnel : le SP.A est en recul dans ses anciens bastions ouvriers. Ses résultats aux élections communales mettent en évidence quelques places fortes urbaines comme Ostende, Gand, ou même Anvers en 2006, mais il a perdu des municipalités où il était jadis très puissant (à Willebroek par exemple, le mayorat est passé en 2012 à la N-VA, alors que la commune était dirigée par un bourgmestre socialiste depuis 1921). On peut donc bien parler d'un recul tendanciel.

En vue notamment d'élargir son assise électorale et d'enrayer son déclin, le parti socialiste flamand a ajouté, en 2001, à son appellation traditionnelle un « a », pour « anders », autrement. Ce changement de nom s'inscrit dans une stratégie de rénovation du parti, elle-même liée au ralliement à la Troisième voie évoquée ci-dessus. L'adjonction du mot « anders » était censée illustrer la rupture avec le socialisme d'avant, celui des scandales Agusta (les commissions occultes payées à l'occasion de l'achat d'hélicoptères par l'armée belge) et des échecs électoraux à répétition, ainsi que la volonté du parti de s'ouvrir, notamment aux classes moyennes et aux questions environnementales. Les socialistes francophones n'ont pas fait de même, et ont conservé (à l'adjectif « belge » près) le nom que le parti porte depuis 1945. Le SP.A a également cherché à incarner cette aspiration

à l'ouverture en se présentant en cartel : aux élections fédérales et régionales, de 2003 à 2007, avec Spirit (une formation née, comme la N-VA, de l'implosion de la Volksunie) ; localement avec les écologistes de Groen (ainsi en a-t-il été, en 2012, dans 46 communes flamandes et dans la province de Limbourg). Rien de semblable pour le PS, sauf quelques alliances locales de circonstance, dans des communes moyennes ou petites.

Enfin, l'idéologie égalitaire qui a étayé les succès socialistes, même si elle n'y constitue plus nécessairement l'idéologie dominante, reste largement répandue en Wallonie alors que, en Flandre, elle est davantage battue en brèche par l'essor du libéralisme ou du néolibéralisme. Cela n'est pas nécessairement surprenant compte tenu de l'environnement économique et social propre aux deux régions. Cause et conséquence, tout à la fois, de ce phénomène : l'addition des résultats obtenus en 2010 à l'élection de la Chambre des représentants par des listes de gauche (en ce inclus les Verts et les différentes listes de gauche radicale n'ayant pas obtenu d'élu) s'élevait à 52,7 % en Wallonie, 45,5 % à Bruxelles et 23,7 % seulement en Flandre.

Partis frères, le PS et le SP.A le sont sans doute toujours. Mais à l'écart qui s'est significativement creusé entre leurs résultats électoraux respectifs s'ajoutent des divergences idéologiques et programmatiques de plus en plus manifestes. Ces dernières années, ces différences se sont parfois exprimées au sein même du gouvernement fédéral, sur des dossiers concrets, lorsqu'un des deux partis a attendu en vain le soutien de l'autre. De manière plus frappante encore, la famille socialiste a été la première à expérimenter, entre 2007 et 2011, une situation d'asymétrie : tandis que le PS participait au gouvernement fédéral, le SP.A s'est retrouvé sur les bancs de l'opposition. Rien ne semble exclure qu'une telle situation, toujours en vigueur à l'heure actuelle en Région de Bruxelles-Capitale, se reproduise encore à l'avenir. ■